

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Eupen, 8 september 2022.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Viceminister-President,  
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,  
A. ANTONIADIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34423]

#### 6 OCTOBRE 2022. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de simplifier les dispositions relatives aux marchés publics et aux concessions de services et de travaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. L1222-3. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal choisit la procédure de passation et fixe les conditions des marchés publics.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à :

1° 30 000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 3. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général ou au directeur général adjoint.

Pour les dépenses relevant du budget ordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à :

1° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 10 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 15 000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à :

1° 2 500 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 7 500 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3.

§ 6. Pour l'application du présent chapitre, la notion de marché public englobe également les accords-cadres. ».

**Art. 2.** L'article L1222-4 du même Code, remplacé par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. L1222-4. § 1<sup>er</sup>. Le collège communal engage la procédure, attribue le marché public et assure le suivi de son exécution.

Le collège communal passe les marchés publics fondés sur les accords-cadres conclus.

Dans les cas où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le collège communal approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par la réglementation et les documents applicables au marché public en cause.

Le collège communal peut apporter au marché public toute modification en cours d'exécution.

§ 2. En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L1222-3, § 3, les compétences du collège communal visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général, le directeur général adjoint ou le fonctionnaire délégué. ».

**Art. 3.** A l'article L1222-5 du même Code, remplacé par le décret du 4 octobre 2018, les mots " aux articles L1222-3, § 2, L1222-6, § 2, et L1222-7, § 3 » sont remplacés par les mots " aux articles L1222-3, § 3, L1222-6, § 3 et L1222-7, § 5 ».

**Art. 4.** L'article L1222-6 du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

" Art. L1222-6. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège communal.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à :

1° 30 000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 3. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général ou au directeur général adjoint.

Pour les dépenses relevant du budget ordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à :

1° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 10 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 15 000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à :

1° 2 500 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 7 500 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le cas échéant, le collège communal de l'adjudicateur représenté prend acte de l'attribution du marché public par l'adjudicateur désigné.

En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 3, la compétence du collège communal visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est exercée respectivement par le directeur général, le directeur général adjoint ou le fonctionnaire délégué.

§ 6. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

**Art. 5.** L'article L1222-7 du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

" Art. L1222-7. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal adhère à une centrale d'achat, manifeste le cas échéant son intérêt, modifie les conditions d'adhésion et résilie l'adhésion.

§ 2. Le conseil communal définit les besoins en termes de travaux, de fournitures ou de services et décide de recourir à la centrale d'achat à laquelle il a adhéré pour y répondre.

§ 3. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 4. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 au collège communal.

En ce qui concerne les compétences visées au paragraphe 2, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à :

1° 30 000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 5. Le conseil communal peut déléguer la manifestation d'intérêt visée au paragraphe 1<sup>er</sup> au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier.

Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2 pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général ou au directeur général adjoint.

Pour les dépenses relevant du budget ordinaire, la délégation visée à l'alinéa 2 est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à :

- 1° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;
- 2° 10 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;
- 3° 15 000 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation visée à l'alinéa 2 est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à :

- 1° 2 500 euros H.T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;
- 2° 5 000 euros H.T.V.A. dans les communes de quinze mille à quaranteneuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;
- 3° 7 500 euros H.T.V.A. dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 6. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 7. Le collège communal passe la commande et assure le suivi de son exécution.

En cas de délégation de compétences du conseil communal, au directeur général, au directeur général adjoint ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 5, les compétences du collège communal visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général, le directeur général adjoint ou le fonctionnaire délégué.

§ 8. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 4 et 5. ».

**Art. 6.** A l'article L1222-8 du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 7.** Dans l'article L1222-9 du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Dans les cas où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le collège communal approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par la réglementation et les documents applicables à la concession en cause. ».

**Art. 8.** L'article L2222-2 du même Code, remplacé par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-2. § 1<sup>er</sup>. Le conseil provincial choisit la procédure de passation et fixe les conditions des marchés publics.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à 150 000 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général.

La délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics d'un montant estimé inférieur à 15 000 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3.

§ 6. Pour l'application de la présente section, la notion de marché public englobe également les accords-cadres. ».

**Art. 9.** L'article L2222-2bis du même Code, remplacé par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-2bis. § 1<sup>er</sup>. Le collège provincial engage la procédure, attribue le marché public et assure le suivi de son exécution.

Le collège provincial passe les marchés publics fondés sur les accords-cadres conclus.

Dans les cas où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le collège provincial approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par la réglementation et les documents applicables au marché public en cause.

Le collège provincial peut apporter au marché public toute modification en cours d'exécution.

§ 2. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L2222-2, § 3, les compétences du collège provincial visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué. ».

**Art. 10.** A l'article L2222-2ter du même Code, remplacé par le décret du 4 octobre

2018, les mots « aux articles L2222-2, § 2, L2222-2quater, § 2, et L2222-2quinquies, § 3 » sont remplacés par les mots « aux articles L2222-2, § 3, L2222-2quater, § 3 et L2222-2quinquies, § 5 ».

**Art. 11.** L'article L2222-2quater du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-2quater. § 1<sup>er</sup>. Le conseil provincial décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, au collège provincial.

Pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à 150 000 euros H.T.V.A.

§ 3. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier, et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général.

La délégation est limitée, au maximum, aux marchés publics conjoints d'un montant estimé inférieur à 15 000 euros H.T.V.A.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. Le cas échéant, le collège provincial de l'adjudicateur représenté prend acte de l'attribution du marché public par l'adjudicateur désigné.

En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 3, la compétence du collège provincial visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est exercée respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

§ 6. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3. ».

**Art. 12.** L'article L2222-2*quinquies* du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. L2222-2*quinquies*. § 1<sup>er</sup>. Le conseil provincial adhère à une centrale d'achat, manifeste le cas échéant son intérêt, modifie les conditions d'adhésion et résilie l'adhésion.

§ 2. Le conseil provincial définit les besoins en termes de travaux, de fournitures ou de services et décide de recourir à la centrale d'achat à laquelle il a adhéré pour y répondre.

§ 3. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte lors de sa plus prochaine séance.

§ 4. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 au collège provincial.

En ce qui concerne les compétences visées au paragraphe 2, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, la délégation est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à 150 000 euros H.T.V.A.

§ 5. Le conseil provincial peut déléguer la manifestation d'intérêt visée au paragraphe 1<sup>er</sup> au directeur général ou à un autre fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier.

Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 2 pour les dépenses relevant du budget ordinaire au directeur général ou à un autre fonctionnaire à l'exclusion du directeur financier et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire au directeur général.

La délégation visée à l'alinéa 2 est limitée, au maximum, aux besoins d'un montant estimé inférieur à 15 000 euros H.T.V.A.

§ 6. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 7. Le collège provincial passe la commande et assure le suivi de son exécution.

En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément au paragraphe 5, les compétences du collège provincial visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées respectivement par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

§ 8. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 4 et 5. ».

**Art. 13.** À l'article L2222-2*sexies* du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 14.** Dans l'article L2222-2*septies* du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

“ Dans les cas où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le collège provincial approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par la réglementation et les documents applicables à la concession en cause. ».

**Art. 15.** Dans l'article L3111-2 du même Code, remplacé par le décret du 22 novembre 2007 et modifié par les décrets des 13 mars 2014, 27 mars 2014, 29 mars 2018 et 4 octobre 2018, un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré :

“ Pour l'application du présent livre, la notion de marché public englobe également les accords-cadres. ».

**Art. 16.** À l'article L3122-2 du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007 et modifié par les décrets du 26 avril 2012, du 31 janvier 2013, du 4 octobre 2018 et du 2 mars 2019 :

1° au 4°, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a., le tableau fixant les seuils de transmission obligatoire est remplacé par le tableau suivant :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Pro- cédure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	300.000 EUR H.T.V.A.	150.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	250.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.	40.000 EUR H.T.V.A.

b) le b. est remplacé par ce qui suit :

“ b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

c) le c. est remplacé par ce qui suit :

“ c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

d) le d. est abrogé;

e) au e., les mots “ 200 000 euros » sont remplacés par les mots

“ 250 000 euros H.T.V.A. »;

f) au f., les mots “ d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d'une mission de services » et les mots “ par le pouvoir adjudicateur »;

g) au g., les mots “ d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d'un marché public » et les mots “ passé avec »;

h) le h. est abrogé;

2° le 9° est remplacé par ce qui suit :

“ 9° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux dont la valeur estimée lors de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession excède 250 000 euros H.T.V.A.;

b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux qui augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession;

c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession. ».

**Art. 17.** À l'article L3122-3 du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007 et modifié par les décrets du 31 janvier 2013 et du 4 octobre 2018 :

1° au 4°, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a., le tableau fixant les seuils de transmission obligatoire est remplacé par le tableau suivant :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Pro- cédure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	300.000 EUR H.T.V.A.	150.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	250.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.	40.000 EUR H.T.V.A.

b) le b. est remplacé par ce qui suit :

“ b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;



c) le c. est remplacé par ce qui suit :

“ c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successive augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

d) le d. est abrogé;

e) au e., les mots “ 200 000 euros » sont remplacés par les mots

“ 250 000 euros H.T.V.A. »;

f) au f., les mots “ d’un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d’une mission de services » et les mots “ par le pouvoir adjudicateur »;

g) au g., les mots “ d’un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d’un marché public » et les mots “ passé avec »;

h) le h. est abrogé;

2° le 10° est remplacé par ce qui suit :

“ 10° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l’attribution d’une concession de services ou de travaux dont la valeur estimée lors de l’attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession excède 250 000 euros H.T.V.A.;

b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux qui augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu’estimée au moment de l’attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession;

c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu’estimée au moment de l’attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession. ».

**Art. 18.** Dans le même Code, il est inséré un article L3122-7 rédigé comme suit :

“ Art. L3122-7. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux articles L3122-2, 4° et 9°, et L3122-3, 4° et 10°. ».

**Art. 19.** À l’article L3161-4 du même Code, inséré par le décret du 13 mars 2014 et modifié par le décret du 4 octobre 2018 :

1° au 1°, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a., le tableau fixant les seuils de transmission obligatoire est remplacé par le tableau suivant :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Pro- cédure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	300.000 EUR H.T.V.A.	150.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	250.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.	40.000 EUR H.T.V.A.

b) le b. est remplacé par ce qui suit :

“ b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

c) le c. est remplacé par ce qui suit :

“ c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »;

d) l’alinéa 2 du littéra c. est abrogé;

e) le d. est abrogé;

f) au e., les mots “ 200 000 euros » sont remplacés par les mots

“ 250 000 euros H.T.V.A. »;

g) au f., les mots “ d’un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d’une mission de services » et les mots “ par le pouvoir adjudicateur »;

h) au g., les mots “ d’un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d’un marché public » et les mots “ passé avec »;

i) le h. est abrogé;

j) il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

“ L’avis conforme de l’organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l’attribution d’un marché public de travaux ayant pour objet des travaux aux édifices du culte. »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

“ 5° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l’attribution d’une concession de services ou de travaux dont la valeur estimée lors de l’attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession excède 250 000 euros H.T.V.A.;

b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux qui augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession;

c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession. ».

**Art. 20.** À l'article L3161-8 du même Code, inséré par le décret du 13 mars 2014 et modifié par le décret du 4 octobre 2018 :

1° au 1°, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a., le tableau fixant les seuils de transmission obligatoire est remplacé par le tableau suivant :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte/ Procédure concurrentielle avec négociation et Pro- cédure négociée avec mise en concurrence préalable / Procédure négociée directe avec publication préalable et Procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable et Procédure négociée sans mise en concurrence préalable
Travaux	300.000 EUR H.T.V.A.	150.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.
Fournitures et services	250.000 EUR H.T.V.A.	75.000 EUR H.T.V.A.	40.000 EUR H.T.V.A.

b) le b. est remplacé par ce qui suit :

“ b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »; c) le c. est remplacé par ce qui suit :

“ c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent le montant initial du marché; »; d) l'alinéa 2 du littéra c. est abrogé;

e) le d. est abrogé;

f) au e., les mots “ 200 000 euros » sont remplacés par les mots

“ 250 000 euros H.T.V.A. »;

g) au f., les mots “ d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d'une mission de services » et les mots “ par le pouvoir adjudicateur »;

h) au g., les mots “ d'un montant excédant 75 000 euros H.T.V.A. » sont insérés entre les mots “ d'un marché public » et les mots “ passé avec »;

i) le h. est abrogé;

j) il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

“ L'avis conforme de l'organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l'attribution d'un marché public de travaux ayant pour objet des travaux aux édifices du culte. »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

“ 5° pour ce qui concerne les actes relatifs aux concessions :

a. l'attribution d'une concession de services ou de travaux dont la valeur estimée lors de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession excède 250 000 euros H.T.V.A.;

b. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux qui augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession;

c. la modification positive, compensée par les éventuelles modifications négatives approuvées concomitamment dans le même acte, apportée aux conditions de ces concessions de services et de travaux dont le montant cumulé aux montants des modifications positives successives augmente de minimum dix pour cent la valeur de la concession telle qu'estimée au moment de l'attribution conformément à la réglementation relative aux contrats de concession. ».

**Art. 21.** Dans le même Code, il est inséré un article L3161-11 rédigé comme suit :

“ Art. L3161-11. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux articles L3161-4, 1° et 5°, et L3161-8, 1° et 5°. ».

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Les délibérations et actes pris antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret par les communes, provinces, intercommunales et établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus tels que visés à l'article L3111-1 du même Code restent soumis aux dispositions qui étaient en vigueur en la matière au jour de leur adoption.

Cependant, les délibérations des communes et des provinces adoptées préalablement à l'entrée en vigueur du présent décret et qui ont pour objet l'octroi de délégations sur base des articles tels que modifiés par le présent décret sont exécutoires à partir du jour de l'entrée en vigueur fixée à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les délibérations et actes pris à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret par les communes, provinces, intercommunales et établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus tels que visés à l'article L3111-1 du même Code et relatifs à une modification apportée aux conditions d'un marché public dont l'attribution a été soumise à l'exercice de la tutelle générale d'annulation à transmission obligatoire antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sont soumis respectivement aux articles L3122-2, 4°, b. et c., L3122-3, 4°, b. et c., L3161-4, 1°, b. et c., L3161-8, 1°, b. et c., du même Code tels que modifiés par le présent décret.

§ 3. Les délibérations et actes pris à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret par les communes, provinces, intercommunales et établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus tels que visés à l'article L3111-1 du même Code et relatifs à une modification apportée à une concession de services ou de travaux attribuée à partir du 1<sup>er</sup> février 2019 mais antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sont soumis à l'obligation de transmission au Gouvernement, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, telle que visée, respectivement, aux articles L3122-2, 9°, L3122-3, 10°, L3161-4, 5°, et L3161-8, 5°, du même Code tels que modifiés par le présent décret.

**Art. 23.** Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, entre en vigueur le lendemain de la publication au *Moniteur belge* du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 6 octobre 2022.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,  
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 1008 (2021-2022) N<sup>os</sup> 1 à 7

Compte rendu intégral, séance plénière du 5 octobre 2022

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/34423]

### 6. OKTOBER 2022 — Dekret zur Abänderung des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung zur Vereinfachung der Bestimmungen über öffentliche Aufträge und Dienstleistungs- und Baukonzessionen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel L1222-3 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1222-3 - § 1. Der Gemeinderat wählt das Vergabeverfahren und legt die Bedingungen für öffentliche Aufträge fest.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindegremium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Befugnisse des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Der Gemeinderat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse an das Gemeindegremium übertragen.

Für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 30 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 60 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 120 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

§ 3. Der Gemeinderat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse für Ausgaben im Rahmen des ordentlichen Haushalts an den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor oder einen anderen Beamten mit Ausnahme des Finanzdirektors, und für Ausgaben im Rahmen des außerordentlichen Haushalts an den Generaldirektor oder den beigeordneten Generaldirektor übertragen.



Für Ausgaben, die unter den ordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 5 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 10 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 15 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

Für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 2 500 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 5 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 7 500 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

§ 4. Jede vom Gemeinderat gewährte Befugnisübertragung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderats der Legislaturperiode, die auf diejenige folgt, in der die Befugnisübertragung gewährt wurde.

Die Bestimmung der anwendbaren Übertragungsschwelle erfolgt auf der Grundlage der letzten aktualisierten Daten über die Einwohnerzahl der Gemeinde, die zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Übertragungsbeschlusses bekannt sind. Unbeschadet der Möglichkeit, die erteilten Befugnisse zu ändern, hat die Veränderung der Einwohnerzahl keine Auswirkungen auf die erteilte Befugnis, sobald diese angenommen wurde.

§ 5. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen.

§ 6. Zwecks Anwendung des vorliegenden Kapitels umfasst der Begriff des öffentlichen Auftrags auch die Rahmenvereinbarungen.“

**Art. 2** - Artikel L1222-4 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1222-4 - § 1. Das Gemeindekollegium leitet das Verfahren ein, vergibt den öffentlichen Auftrag und gewährleistet dessen Ausführung.

Das Gemeindekollegium vergibt öffentliche Aufträge, die auf den abgeschlossenen Rahmenvereinbarungen beruhen.

In den Fällen, in denen Verhandlungen mit den Submittenten zulässig sind, genehmigt das Gemeindekollegium das Ergebnis der Verhandlungen innerhalb der Grenzen, die in den Vorschriften und den Dokumenten, die auf den betreffenden öffentlichen Auftrag anwendbar sind, vorgesehen sind.

Während der Ausführung des öffentlichen Auftrags kann das Gemeindekollegium jegliche Änderung am öffentlichen Auftrag vornehmen.

§ 2. Bei einer Befugnisübertragung von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor oder einen anderen Beamten gemäß Artikel L1222-3 Paragraph 3 werden die in Paragraph 1 angeführten Befugnisse des Gemeindekollegiums jeweils vom Generaldirektor, vom beigeordneten Generaldirektor oder vom beauftragten Beamten ausgeübt.“

**Art. 3** - In Artikel L1222-5 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird die Wortfolge “den Artikeln L1222-3 § 2, L1222-6 § 2 und L1222-7 § 3” durch die Wortfolge “den Artikeln L1222-3 § 3, L1222-6 § 3 und L1222-7 § 5” ersetzt.

**Art. 4** - Artikel L1222-6 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1222-6 - § 1. Der Gemeinderat beschließt die Durchführung eines gemeinsamen öffentlichen Auftrags, bestimmt gegebenenfalls den Auftraggeber, der im Namen der anderen Auftraggeber handelt, und verabschiedet gegebenenfalls die Vereinbarung, die den gemeinsamen öffentlichen Auftrag regelt.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindekollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Befugnisse des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Der Gemeinderat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse an das Gemeindekollegium übertragen.

Für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf gemeinsame öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 30 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 60 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 120 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

§ 3. Der Gemeinderat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse für Ausgaben im Rahmen des ordentlichen Haushalts an den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor oder einen anderen Beamten mit Ausnahme des Finanzdirektors, und für Ausgaben im Rahmen des außerordentlichen Haushalts an den Generaldirektor oder den beigeordneten Generaldirektor übertragen.

Für Ausgaben, die unter den ordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf gemeinsame öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 5 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 10 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 15 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

Für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf gemeinsame öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 2 500 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 5 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 7 500 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

§ 4. Jede vom Gemeinderat gewährte Befugnisübertragung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderats der Legislaturperiode, die auf diejenige folgt, in der die Befugnisübertragung gewährt wurde.

Die Bestimmung der anwendbaren Übertragungsschwelle erfolgt auf der Grundlage der letzten aktualisierten Daten über die Einwohnerzahl der Gemeinde, die zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Übertragungsbeschlusses bekannt sind. Unbeschadet der Möglichkeit, die erteilten Befugnisse zu ändern, hat die Veränderung der Einwohnerzahl keine Auswirkungen auf die erteilte Befugnis, sobald diese angenommen wurde.

§ 5. Gegebenenfalls nimmt das Gemeindegremium des vertretenen Auftraggebers die Vergabe des öffentlichen Auftrags durch den beauftragten Auftraggeber zur Kenntnis.

Bei einer Befugnisübertragung von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor oder einen anderen Beamten gemäß Paragraf 3 wird die in Absatz 1 angeführte Befugnis des Gemeindegremiums jeweils vom Generaldirektor, vom beigeordneten Generaldirektor oder vom beauftragten Beamten ausgeübt.

§ 6. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung die in den Paragrafen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen.“

**Art. 5** - Artikel L1222-7 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1222-7 - § 1. Der Gemeinderat tritt einer zentralen Beschaffungsstelle bei, bekundet gegebenenfalls sein Interesse, ändert die Beitrittsbedingungen und kündigt den Beitritt.

§ 2. Der Gemeinderat legt den Bedarf an Bauleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen fest und beschließt, die zentrale Beschaffungsstelle, der er beigetreten ist, zur Deckung dieses Bedarfs heranzuziehen.

§ 3. In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindegremium aus eigener Initiative die in den Paragrafen 1 und 2 erwähnten Befugnisse des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 4. Der Gemeinderat kann seine in den Paragrafen 1 und 2 genannten Befugnisse an das Gemeindegremium übertragen.

In Bezug auf die in Paragraf 2 genannten Befugnisse für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf den Bedarf begrenzt, der einen geschätzten Wert aufweist, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 30 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 60 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 120 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

§ 5. Der Gemeinderat kann die in Paragraf 1 genannte Interessenbekundung an den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor oder einen anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Der Gemeinderat kann seine in Paragraf 2 genannten Befugnisse für Ausgaben im Rahmen des ordentlichen Haushalts an den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor oder einen anderen Beamten mit Ausnahme des Finanzdirektors, und für Ausgaben im Rahmen des außerordentlichen Haushalts an den Generaldirektor oder den beigeordneten Generaldirektor übertragen.

Für Ausgaben, die unter den ordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung gemäß Absatz 2 maximal auf den Bedarf begrenzt, der einen geschätzten Wert aufweist, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 5 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 10 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 15 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

Für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung gemäß Absatz 2 maximal auf den Bedarf begrenzt, der einen geschätzten Wert aufweist, der unter folgenden Beträgen liegt:

1° 2 500 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 5 000 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzehntausend bis neunundvierzigtausend neunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 7 500 Euro ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

§ 6. Jede vom Gemeinderat gewährte Befugnisübertragung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Gemeinderats der Legislaturperiode, die auf diejenige folgt, in der die Befugnisübertragung gewährt wurde.

Die Bestimmung der anwendbaren Übertragungsschwelle erfolgt auf der Grundlage der letzten aktualisierten Daten über die Einwohnerzahl der Gemeinde, die zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Übertragungsbeschlusses bekannt sind. Unbeschadet der Möglichkeit, die erteilten Befugnisse zu ändern, hat die Veränderung der Einwohnerzahl keine Auswirkungen auf die erteilte Befugnis, sobald diese angenommen wurde.

§ 7. Das Gemeindegremium erteilt den Auftrag und verfolgt dessen Ausführung.

Bei einer Befugnisübertragung von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor oder einen anderen Beamten gemäß Paragraf 5 werden die in Absatz 1 angeführten Befugnisse des Gemeindegremiums jeweils vom Generaldirektor, vom beigeordneten Generaldirektor oder vom beauftragten Beamten ausgeübt.

§ 8. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung die in den Paragrafen 4 und 5 angeführten Beträge anpassen.“

**Art. 6** - In Artikel L1222-8 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird Paragraph 3 aufgehoben.

**Art. 7** - In Artikel L1222-9 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

"In den Fällen, in denen Verhandlungen mit den Submittenten zulässig sind, genehmigt das Gemeindegremium das Ergebnis der Verhandlungen innerhalb der Grenzen, die in den Vorschriften und den Dokumenten, die auf die betreffende Konzession anwendbar sind, vorgesehen sind."

**Art. 8** - Artikel L2222-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2222-2 - § 1. Der Provinzialrat wählt das Vergabeverfahren und legt die Bedingungen für öffentliche Aufträge fest.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Befugnisse des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Der Provinzialrat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse an das Provinzialkollegium übertragen.

Für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter 150 000 Euro aussch. MwSt. liegt.

§ 3. Der Provinzialrat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse für Ausgaben im Rahmen des ordentlichen Haushalts an den Generaldirektor oder einen anderen Beamten mit Ausnahme des Finanzdirektors, und für Ausgaben im Rahmen des außerordentlichen Haushalts an den Generaldirektor übertragen.

Die Befugnisübertragung ist maximal auf öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter 15 000 Euro aussch. MwSt. liegt.

§ 4. Jede vom Provinzialrat gewährte Befugnisübertragung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Provinzialrats der Legislaturperiode, die auf diejenige folgt, in der die Befugnisübertragung gewährt wurde.

§ 5. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen.

§ 6. Zwecks Anwendung des vorliegenden Abschnitts umfasst der Begriff des öffentlichen Auftrags auch die Rahmenvereinbarungen."

**Art. 9** - Artikel L2222-2bis desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2222-2bis - § 1. Das Provinzialkollegium leitet das Verfahren ein, vergibt den öffentlichen Auftrag und gewährleistet dessen Ausführung.

Das Provinzialkollegium vergibt öffentliche Aufträge, die auf den abgeschlossenen Rahmenvereinbarungen beruhen.

In den Fällen, in denen Verhandlungen mit den Submittenten zulässig sind, genehmigt das Provinzialkollegium das Ergebnis der Verhandlungen innerhalb der Grenzen, die in den Vorschriften und den Dokumenten, die auf den betreffenden öffentlichen Auftrag anwendbar sind, vorgesehen sind.

Während der Ausführung des öffentlichen Auftrags kann das Provinzialkollegium jegliche Änderung am öffentlichen Auftrag vornehmen.

§ 2. Bei einer Befugnisübertragung von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor oder einen anderen Beamten gemäß Artikel L2222-2 Paragraph 3 werden die in Paragraph 1 angeführten Befugnisse des Provinzialkollegiums jeweils vom Generaldirektor oder vom beauftragten Beamten ausgeübt."

**Art. 10** - In Artikel L2222-2ter desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird die Wortfolge "den Artikeln L2222-2 § 2, L2222-2quater § 2 und L2222-2quinquies § 3" durch die Wortfolge "den Artikeln L2222-2 § 3, L2222-2quater § 3 und L2222-2quinquies § 5" ersetzt.

**Art. 11** - Artikel L2222-2quater desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L2222-2quater - § 1. Der Provinzialrat beschließt die Durchführung eines gemeinsamen öffentlichen Auftrags, bestimmt gegebenenfalls den Auftraggeber, der im Namen der anderen Auftraggeber handelt, und verabschiedet gegebenenfalls die Vereinbarung, die den gemeinsamen öffentlichen Auftrag regelt.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in Absatz 1 erwähnten Befugnisse des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2. Der Provinzialrat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse an das Provinzialkollegium übertragen.

Für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf gemeinsame öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter 150 000 Euro aussch. MwSt. liegt.

§ 3. Der Provinzialrat kann seine in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Befugnisse für Ausgaben im Rahmen des ordentlichen Haushalts an den Generaldirektor oder einen anderen Beamten mit Ausnahme des Finanzdirektors, und für Ausgaben im Rahmen des außerordentlichen Haushalts an den Generaldirektor übertragen.

Die Befugnisübertragung ist maximal auf gemeinsame öffentliche Aufträge begrenzt, die einen geschätzten Wert aufweisen, der unter 15 000 Euro aussch. MwSt. liegt.

§ 4. Jede vom Provinzialrat gewährte Befugnisübertragung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Provinzialrats der Legislaturperiode, die auf diejenige folgt, in der die Befugnisübertragung gewährt wurde.

§ 5. Gegebenenfalls nimmt das Provinzialkollegium des vertretenen Auftraggebers die Vergabe des öffentlichen Auftrags durch den beauftragten Auftraggeber zur Kenntnis.

Bei einer Befugnisübertragung von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor oder einen anderen Beamten gemäß Paragraf 3 wird die in Absatz 1 angeführte Befugnis des Provinzialkollegiums jeweils vom Generaldirektor oder vom beauftragten Beamten ausgeübt.

§ 6. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung die in den Paragrafen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen.“

**Art. 12** - Artikel L2222-2*quinquies* desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L2222-2*quinquies* - § 1. Der Provinzialrat tritt einer zentralen Beschaffungsstelle bei, bekundet gegebenenfalls sein Interesse, ändert die Beitrittsbedingungen und kündigt den Beitritt.

§ 2. Der Provinzialrat legt den Bedarf an Bauleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen fest und beschließt, die zentrale Beschaffungsstelle, der er beigetreten ist, zur Deckung dieses Bedarfs heranzuziehen.

§ 3. In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in den Paragrafen 1 und 2 erwähnten Befugnisse des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 4. Der Provinzialrat kann seine in den Paragrafen 1 und 2 genannten Befugnisse an das Provinzialkollegium übertragen.

In Bezug auf die in Paragraf 2 genannten Befugnisse für Ausgaben, die unter den außerordentlichen Haushalt fallen, ist die Befugnisübertragung maximal auf den Bedarf begrenzt, der unter einem geschätzten Wert von 150 000 Euro aussch. MwSt. liegt.

§ 5. Der Provinzialrat kann die in Paragraf 1 genannte Interessenbekundung an den Generaldirektor oder einen anderen Beamten, mit Ausnahme des Finanzdirektors, übertragen.

Der Provinzialrat kann seine in Paragraf 2 genannten Befugnisse für Ausgaben im Rahmen des ordentlichen Haushalts an den Generaldirektor oder einen anderen Beamten mit Ausnahme des Finanzdirektors, und für Ausgaben im Rahmen des außerordentlichen Haushalts an den Generaldirektor übertragen.

Die Befugnisübertragung gemäß Absatz 2 ist maximal auf den Bedarf begrenzt, der unter einem geschätzten Wert von 15 000 Euro aussch. MwSt. liegt.

§ 6. Jede vom Provinzialrat gewährte Befugnisübertragung endet von Rechts wegen am letzten Tag des vierten Monats nach der Einsetzung des Provinzialrats der Legislaturperiode, die auf diejenige folgt, in der die Befugnisübertragung gewährt wurde.

§ 7. Das Provinzialkollegium erteilt den Auftrag und verfolgt dessen Ausführung.

Bei einer Befugnisübertragung von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor oder einen anderen Beamten gemäß Paragraf 5 werden die in Absatz 1 angeführten Befugnisse des Provinzialkollegiums jeweils vom Generaldirektor oder vom beauftragten Beamten ausgeübt.

§ 8. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung die in den Paragrafen 4 und 5 angeführten Beträge anpassen.“

**Art. 13** - In Artikel L2222-2*sexies* desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird Paragraf 3 aufgehoben.

**Art. 14** - In Artikel L2222-2*septies* desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

“In den Fällen, in denen Verhandlungen mit den Submittenten zulässig sind, genehmigt das Provinzialkollegium das Ergebnis der Verhandlungen innerhalb der Grenzen, die in den Vorschriften und den Dokumenten, die auf die betreffende Konzession anwendbar sind, vorgesehen sind.“

**Art. 15** - In Artikel L3111-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 13. März 2014, 27. März 2014, 29. März 2018 und 4. Oktober 2018, wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Zwecks Anwendung des vorliegenden Buches umfasst der Begriff des öffentlichen Auftrags auch die Rahmenvereinbarungen.“

**Art. 16** - In Artikel L3122-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 26. April 2012, 31. Januar 2013, 4. Oktober 2018 und 2. März 2019:

1° werden in Ziffer 4 folgende Änderungen vorgenommen:

a) In a. wird die Tabelle, die die Schwellenwerte für die obligatorische Übermittlung festlegt, durch folgende Tabelle ersetzt:

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren / Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb / Direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheriger Bekanntmachung und direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheri- gem Aufruf zum Wettbe- werb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekannt- machung und Verhand- lungsverfahren ohne vor- herigen Aufruf zum Wettbewerb
Bauleistungen	300 000 EUR aussch. MwSt.	150 000 EUR aussch. MwSt.	75 000 EUR aussch. MwSt.
Lieferungen und Dienst- leistungen	250 000 EUR aussch. MwSt.	75 000 EUR aussch. MwSt.	40 000 EUR aussch. MwSt.



b) b. wird durch das Folgende ersetzt:

“b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, die den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;”;

c) c. wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;”;

d) d. wird aufgehoben;

e) In e. wird die Wortfolge “200 000 Euro” durch die Wortfolge “250 000 Euro aussch. MwSt.” ersetzt;

f) In f. wird zwischen die Wortfolge “einer Dienstleistungsaufgabe” und die Wortfolge “durch den öffentlichen Auftraggeber” die Wortfolge “mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro aussch. MwSt.” eingefügt;

g) In g. wird zwischen die Wortfolge “eines öffentlichen Auftrags” und die Wortfolge “, der mit einer juristischen Person” die Wortfolge “mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro aussch. MwSt.” eingefügt.

h) h. wird aufgehoben;

2° wird Ziffer 9 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“9° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession, deren geschätzter Wert bei der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge 250 000 Euro aussch. MwSt. übersteigt;

b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, die den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht;

c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht;”.

**Art. 17** - In Artikel L3122-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 31. Januar 2013 und 4. Oktober 2018:

1° werden in Ziffer 4 Änderungen vorgenommen:

a) In a. wird die Tabelle, die die Schwellenwerte für die obligatorische Übermittlung festlegt, durch folgende Tabelle ersetzt:

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren / Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb / Direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheriger Bekanntmachung und direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheri- gem Aufruf zum Wettbe- werb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekannt- machung und Verhand- lungsverfahren ohne vor- herigen Aufruf zum Wettbewerb
Bauleistungen	300 000 EUR aussch. MwSt.	150 000 EUR aussch. MwSt.	75 000 EUR aussch. MwSt.
Lieferungen und Dienst- leistungen	250 000 EUR aussch. MwSt.	75 000 EUR aussch. MwSt.	40 000 EUR aussch. MwSt.

b) b. wird durch Folgendes ersetzt:

“b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, die den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;”;

c) c. wird durch Folgendes ersetzt:

“c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;”;

d) d. wird aufgehoben;

e) In e. wird die Wortfolge “200 000 Euro” durch die Wortfolge “250 000 Euro aussch. MwSt.” ersetzt;

f) In f. wird zwischen die Wortfolge “einer Dienstleistungsaufgabe” und die Wortfolge “durch den öffentlichen Auftraggeber” die Wortfolge “mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro aussch. MwSt.” eingefügt;

g) In f. wird zwischen die Wortfolge “eines öffentlichen Auftrags” und die Wortfolge “, der mit einer juristischen Person” die Wortfolge “mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro aussch. MwSt.” eingefügt.

h) h. wird aufgehoben;

2° wird Ziffer 10 durch Folgendes ersetzt:

“10° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession, deren geschätzter Wert bei der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge 250 000 Euro aussch. MwSt. übersteigt;



b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, die den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht;

c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht;".

**Art. 18** - In denselben Kodex wird ein Artikel L3122-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3122-7 - § 4. Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Artikel L3122-2, Ziffern 4 und 9, und L3122-3, Ziffern 4 und 10 angeführten Beträge anpassen."

**Art. 19** - In Artikel L3161-4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018:

1° werden in Ziffer 1 folgende Änderungen vorgenommen:

a) In a. wird die Tabelle, die die Schwellenwerte für die obligatorische Übermittlung festlegt, durch folgende Tabelle ersetzt:

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren / Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb / Direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheriger Bekanntmachung und direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheri- gem Aufruf zum Wettbe- werb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekannt- machung und Verhand- lungsverfahren ohne vor- herigen Aufruf zum Wettbewerb
Bauleistungen	300 000 EUR aussch. MwSt.	150 000 EUR aussch. MwSt.	75 000 EUR aussch. MwSt.
Lieferungen und Dienst- leistungen	250 000 EUR aussch. MwSt.	75 000 EUR aussch. MwSt.	40 000 EUR aussch. MwSt.

b) b. wird durch das Folgende ersetzt:

"b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, die den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;";

c) c. wird durch Folgendes ersetzt:

"c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;";

d) Absatz 2 von Buchstabe c. wird aufgehoben;

e) d. wird aufgehoben;

f) In e. wird die Wortfolge "200 000 Euro" durch die Wortfolge "250 000 Euro aussch. MwSt." ersetzt;

g) In f. wird zwischen die Wortfolge "einer Dienstleistungsaufgabe" und die Wortfolge "durch den öffentlichen Auftraggeber" die Wortfolge "mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro aussch. MwSt." eingefügt;

h) In g. wird zwischen die Wortfolge "eines öffentlichen Auftrags" und die Wortfolge ", der mit einer juristischen Person" die Wortfolge "mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro aussch. MwSt." eingefügt.

i) h. wird aufgehoben;

j) es wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Das gleichlautende Gutachten des zugelassenen repräsentativen Organs wird den Beratungen über die Vergabe eines öffentlichen Bauauftrags, der Arbeiten an Kultgebäuden betrifft beigefügt;";

2° wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

"5° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession, deren geschätzter Wert bei der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge 250 000 Euro aussch. MwSt. übersteigt;

b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, die den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht;

c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht."

**Art. 20** - In Artikel L3161-8 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 13. März 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018:

1° werden in Ziffer 1 folgende Änderungen vorgenommen:

a) In a. wird die Tabelle, die die Schwellenwerte für die obligatorische Übermittlung festlegt, durch folgende Tabelle ersetzt:

	Offenes Verfahren	Beschränktes Verfahren / Verhandlungsverfahren und Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb / Direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheriger Bekanntmachung und direktes Verhandlungs- verfahren mit vorheri- gem Aufruf zum Wettbe- werb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekannt- machung und Verhand- lungsverfahren ohne vor- herigen Aufruf zum Wettbewerb
Bauleistungen	300 000 EUR ausschl. MwSt.	150 000 EUR ausschl. MwSt.	75 000 EUR ausschl. MwSt.
Lieferungen und Dienst- leistungen	250 000 EUR ausschl. MwSt.	75 000 EUR ausschl. MwSt.	40 000 EUR ausschl. MwSt.

b) b. wird durch das Folgende ersetzt:

"b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, die den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;"

c) c. wird durch das Folgende ersetzt:

"c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser öffentlichen Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträge, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den ursprünglichen Betrag des Auftrags um wenigstens zehn Prozent erhöht;"

d) Absatz 2 von Buchstabe c. wird aufgehoben;

e) d. wird aufgehoben;

f) In e. wird die Wortfolge "200 000 Euro" durch die Wortfolge "250 000 Euro ausschl. MwSt." ersetzt;

g) In f. wird zwischen die Wortfolge "einer Dienstleistungsaufgabe" und die Wortfolge "durch den öffentlichen Auftraggeber" die Wortfolge "mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro ausschl. MwSt." eingefügt;

h) In f. wird zwischen die Wortfolge "eines öffentlichen Auftrags" und die Wortfolge ", der mit einer juristischen Person" die Wortfolge "mit einem Wert von mehr als 75 000 Euro ausschl. MwSt." eingefügt.

i) h. wird aufgehoben;

j) es wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Das gleichlautende Gutachten des zugelassenen repräsentativen Organs wird den Beratungen über die Vergabe eines öffentlichen Bauauftrags, der Arbeiten an Kultgebäuden betrifft beigefügt.";

2° wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

5° was die Handlungen im Rahmen der Konzessionen betrifft:

a. die Vergabe einer Dienstleistungs- oder Baukonzession, deren geschätzter Wert bei der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge 250 000 Euro ausschl. MwSt. übersteigt;

b. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, die den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht;

c. die positive Änderung - gegebenenfalls ausgeglichen durch gleichzeitig in demselben Rechtsakt genehmigte negative Änderungen - der Bedingungen dieser Dienstleistungs- oder Baukonzessionen, dessen Betrag zusammen mit den Beträgen der aufeinanderfolgenden positiven Änderungen den Wert der Konzession, wie er zum Zeitpunkt der Vergabe gemäß den Vorschriften für Konzessionsverträge geschätzt wurde, um wenigstens zehn Prozent erhöht;"

**Art. 21** - In denselben Kodex wird ein Artikel L3161-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3161-11 - Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Artikel L3161-4, Ziffern 1 und 5, und L3161-8, Ziffern 1 und 5 angeführten Beträge anpassen."

**Art. 22** - § 1. Die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets von den Gemeinden, Provinzen, Interkommunalen und Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte gemäß Artikel L3111-1 desselben Kodex betraut sind, getroffenen Entscheidungen und Handlungen unterliegen weiterhin den Bestimmungen, die am Tag ihrer Verabschiedung diesbezüglich in Kraft waren.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedeten Beschlüsse der Gemeinden und Provinzen, die die Erteilung von Befugnissen auf der Grundlage der durch das vorliegende Dekret geänderten Artikel zum Gegenstand haben, sind jedoch ab dem in Artikel 23 Absatz 1 festgelegten Tag des Inkrafttretens vollstreckbar.

§ 2. Die ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets von den Gemeinden, Provinzen, Interkommunalen und Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte gemäß Artikel L3111-1 desselben Kodex betraut sind, getroffenen Entscheidungen und Handlungen bezüglich einer Änderung der Bedingungen eines öffentlichen Auftrags, dessen Vergabe vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets der Ausübung der allgemeinen Annullierungsaufsicht mit obligatorischer Übermittlung unterlag, unterliegen jeweils den Artikeln L3122-2 Ziffer 4 b. und c., L3122-3 Ziffer 4 b. und c., L3161-4, Ziffer 1 b. und c., L3161-8, Ziffer 1 b. und c., desselben Kodex in der durch das vorliegende Dekret geänderten Fassung.

§ 3. Die ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets von den Gemeinden, Provinzen, Interkommunalen und Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte gemäß Artikel L3111-1 desselben Kodex betraut sind, getroffenen Entscheidungen und Handlungen bezüglich einer Änderung

einer Dienstleistungs- oder Baukonzession, die nach dem 1. Februar 2019, aber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets vergeben wurde, unterliegen der Pflicht zur Übermittlung an die Regierung, zusammen mit ihren Belegen innerhalb von fünfzehn Tagen nach ihrer Verabschiedung, wie in den Artikeln L3122-2 Ziffer 9, L3122-3 Ziffer 10, L3161-4 Ziffer 5 und L3161-8 Ziffer 5 desselben Gesetzbuchs in der durch das vorliegende Dekret geänderten Fassung festgelegt.

**Art. 23** - Das vorliegende Dekret tritt am ersten Tag des dritten Monats nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 22 § 1 Absatz 2 am Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Oktober 2022

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,  
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen  
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen  
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1008 (2021-2022) Nrn. 1 bis 7

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 5. Oktober 2022.

Diskussion

Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34423]

#### 6 OKTOBER 2022. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie met het oog op de vereenvoudiging van de bepalingen inzake overheidsopdrachten en concessies van diensten en werken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Artikel L1222-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen door het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1222-3. § 1. De gemeenteraad kiest de gunningsprocedure en stelt de voorwaarden van de overheidsopdrachten vast.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in lid 1 bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen. Zijn besluit wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de delegatie ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 30.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenenveertig inwoners;

3° 120.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 3. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Voor uitgaven in het kader van de gewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 10.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 15.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de delegatie ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 2.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 7.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd de mogelijkheid om de verleende overdrachten te wijzigen, heeft de schommeling van het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht wanneer deze eenmaal is aangenomen.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen.

§ 6. Voor de toepassing van dit hoofdstuk omvat de term "overheidsopdracht" ook raamovereenkomsten.

**Art. 2.** Artikel L1222-4 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 4 november 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. L1222-4. § 1. Het gemeentecollege leidt de procedure in, gunt de opdracht en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Het gemeentecollege gunt overheidsopdrachten op basis van de gesloten raamovereenkomsten.

In de gevallen waarin onderhandelingen met inschrijvers zijn toegestaan, keurt het college het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen van de reglementering en documenten die op de betrokken overheidsopdracht van toepassing zijn.

Het gemeentecollege kan de overheidsopdracht in de loop van de uitvoering ervan wijzigen.

§ 2. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar overeenkomstig artikel L1222-3, § 3, worden de bevoegdheden van het gemeentecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar."

**Art. 3.** In artikel L1222-5 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2018, worden de woorden "de artikelen L1222-3, § 2, L1222-6, § 2, en L1222-7, § 3" vervangen door de woorden "de artikelen L1222-3, § 3, L1222-6, § 3 en L1222-7, § 5".

**Art. 4.** Artikel L1222-6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. L1222-6. § 1. De gemeenteraad beslist, een samengevoegde overheidsopdracht te gebruiken, wijst, in voorkomend geval, de aanbestedende overheid aan die in opdracht van de andere aanbestedende overheden zal handelen en neemt, in voorkomend geval, de overeenkomst aan die de samengevoegde overheidsopdracht regelt.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in lid 1 bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen. Zijn besluit wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het gemeentecollege.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 30.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 3. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Voor uitgaven in het kader van de gewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 10.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 15.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan :

1° 2.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 7.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd de mogelijkheid om de verleende overdrachten te wijzigen, heeft de schommeling van het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht wanneer deze eenmaal is aangenomen.

§ 5. In voorkomend geval neemt het gemeentecollege van de aanbestedende overheid akte van de gunning van de overheidsopdracht door de aangewezen aanbestedende overheid.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar overeenkomstig paragraaf 3, wordt de bevoegdheid van het gemeentecollege bedoeld in het eerste lid uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.”.

§ 6. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen.”.

**Art. 5.** Artikel L1222-7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. L1222-7. § 1. De gemeenteraad treedt toe tot een aankoopcentrale, geeft zo nodig blijk van belangstelling, wijzigt de voorwaarden van het lidmaatschap en zegt het lidmaatschap op.

§ 2. De gemeenteraad bepaalt de behoeften in termen van werken, leveringen of diensten en beslist, een beroep te doen op de aankoopcentrale waarbij hij aangesloten is om aan die behoeften te voldoen.

§ 3. In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 4. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in de paragrafen 1 en 2, overdragen aan het gemeentecollege.

Wat betreft de bevoegdheden bedoeld in paragraaf 2, voor de uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan :

1° 30.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 5. De gemeenteraad kan de in lid 1 bedoelde blijk van belangstelling delegeren aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, met uitsluiting van de financieel directeur.

De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, overdragen aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Voor uitgaven in het kader van de gewone begroting is de overdracht bedoeld in het tweede lid ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan :

1° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 10.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 15.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht bedoeld in het tweede lid ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan :

1° 2.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 5.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 7.500 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 6. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd de mogelijkheid om de verleende overdrachten te wijzigen, heeft de schommeling van het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht wanneer deze eenmaal is aangenomen.

§ 7. Het gemeentecollege plaatst de bestelling en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar overeenkomstig paragraaf 5, wordt de bevoegdheid van het gemeentecollege bedoeld in het eerste lid uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

§ 8. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 4 en 5 aanpassen.”.

**Art. 6.** In artikel L1222-8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt paragraaf 3 opgeheven.



**Art. 7.** In artikel L1222-9, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

“In de gevallen waarin onderhandelingen met inschrijvers zijn toegestaan, keurt het college het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen van de reglementering en documenten die op de betrokken concessie van toepassing zijn.”.

**Art. 8.** Artikel L2222-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 4 november 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. L2222-2. § 1. De provincieraad kiest de gunningsprocedure en stelt de voorwaarden van de overheidsopdrachten vast.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in lid 1 bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt.

§ 2. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het provinciecollege.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan 150 000 euro, btw niet meegerekend.

§ 3. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Dee overdracht is ten hoogste beperkt tot overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan 15 000 euro, btw niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen.

§ 6. Voor de toepassing van deze afdeling omvat de term “overheidsopdracht” ook raamovereenkomsten.”.

**Art. 9.** Artikel L2222-2*bis* van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 4 november 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. L2222-2*bis*. § 1. Het provinciecollege leidt de procedure in, gunt de opdracht en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Het gemeentecollege gunt overheidsopdrachten op basis van de gesloten raamovereenkomsten.

In de gevallen waarin onderhandelingen met inschrijvers zijn toegestaan, keurt het provinciecollege het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen van de reglementering en documenten die op de betrokken overheidsopdracht van toepassing zijn.

Het provinciecollege kan de overheidsopdracht in de loop van de uitvoering ervan wijzigen.

§ 2. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig artikel L2222-2, § 3, worden de bevoegdheden van het provinciecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.”.

**Art. 10.** In artikel L2222-2*ter* van hetzelfde wetboek, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2018, worden de woorden “de artikelen L2222-2, § 2, L2222-2*quater*, § 2, en L2222-2*quinquies*, § 3” vervangen door de woorden “de artikelen L2222-2, § 3, L2222-2*quater*, § 3 en L2222-2*quinquies*, § 5”.

**Art. 11.** Artikel L2222-2*quater* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. L2222-2*quater*. § 1. De provincieraad beslist, een samengevoegde overheidsopdracht te gebruiken, wijst, in voorkomend geval, de aanbestedende overheid aan die in opdracht van de andere aanbestedende overheden zal handelen en neemt, in voorkomend geval, de overeenkomst aan die de samengevoegde overheidsopdracht regelt.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in lid 1 bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt.

§ 2. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan het provinciecollege.

Voor uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan 150 000 euro, btw niet meegerekend.

§ 3. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, lid 1, overdragen aan de directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

Dee overdracht is ten hoogste beperkt tot samengevoegde overheidsopdrachten met een geraamde waarde van minder dan 15 000 euro, btw niet meegerekend.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. In voorkomend geval neemt het provinciecollege van de vertegenwoordigde aanbestedende overheid akte van de gunning van de overheidsopdracht door de aangewezen aanbestedende overheid.

Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig paragraaf 3, wordt de bevoegdheid van het provinciecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

§ 6. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen. ».

**Art. 12.** Artikel L2222-2*quinquies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. L2222-2*quinquies*. § 1. De provincieraad treedt toe tot een aankoopcentrale, geeft zo nodig blijk van belangstelling, wijzigt de voorwaarden van het lidmaatschap en zegt het lidmaatschap op.

§ 2. De provincieraad bepaalt de behoeften in termen van werken, leveringen of diensten en beslist, een beroep te doen op de aankoopcentrale waarbij hij aangesloten is om aan die behoeften te voldoen.

§ 3. In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.

§ 4. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in de paragrafen 1 en 2, overdragen aan het provinciecollege.

Wat betreft de bevoegdheden bedoeld in paragraaf 2, voor de uitgaven in het kader van de buitengewone begroting is de overdracht ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan 150 000 euro, btw niet meegerekend.

§ 5. De provincieraad kan de in paragraaf 1 bedoelde blijk van belangstelling overdragen aan de directeur-generaal of een andere ambtenaar, met uitsluiting van de financieel directeur.

De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 2, overdragen aan de directeur-generaal of een andere ambtenaar, onder uitsluiting van de financieel directeur, voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en aan de directeur-generaal voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen.

De overdracht bedoeld in het tweede lid is ten hoogste beperkt tot behoeften met een geraamde waarde van minder dan 15 000 euro, btw niet meegerekend.

§ 6. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 7. Het provinciecollege plaatst de bestelling en zorgt voor de opvolging van de uitvoering ervan.

Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig paragraaf 5, worden de bevoegdheden van het provinciecollege bedoeld in lid 1 uitgeoefend door, respectievelijk, de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

§ 8. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 4 en 5 aanpassen.”.

**Art. 13.** In artikel L2222-2*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt paragraaf 3 opgeheven.

**Art. 14.** In artikel L2222-2*septies*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

“In de gevallen waarin onderhandelingen met inschrijvers zijn toegestaan, keurt het provinciecollege het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen van de reglementering en documenten die op de betrokken concessie van toepassing zijn.”.

**Art. 15.** In hetzelfde Wetboek, artikel L3111-2, vervangen door het decreet van 22 november 2007 en gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2014, 27 maart 2014, 29 maart 2018 en 4 oktober 2018, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Voor de toepassing van dit boek omvat de term “overheidsopdracht” ook raamovereenkomsten.”.

**Art. 16.** In hetzelfde Wetboek, artikel L3111-2, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007 en gewijzigd bij de decreten van 26 april 2012, 31 januari 2013, 4 oktober 2018 en 2 maart 2019 :

1° in punt 4°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In a. wordt de tabel met de drempels voor verplichte overdracht vervangen door de volgende tabel

	Open procedure	Beperkte procedure Mededingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	300.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	150.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	40.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b) b. wordt vervangen door wat volgt:

“b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, waardoor het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% wordt verhoogd;”.

c) c. wordt vervangen door wat volgt:

"c. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door de negatieve wijzigingen die tegelijkertijd bij dezelfde akte zijn goedgekeurd, en waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% verhoogt;"

d) d. wordt opgeheven;

e) in e. worden de woorden "200.000 euro" vervangen door de woorden "250.000 euro, btw niet meegerekend";

f) in f. worden de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd tussen de woorden "van een opdracht tot dienstverlening" en de woorden "door de aanbestedende overheid";

g) in g. worden tussen de woorden "van een overheidsopdracht" en de woorden "gegund met" de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd;

h) h. wordt opgeheven.

1° punt 9° wordt vervangen als volgt:

"9° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. a. de gunning van een concessie voor diensten of werken waarvan de geraamde waarde op het tijdstip van de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten meer dan 250.000 euro, btw niet meegerekend, bedraagt;

b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, die de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten;

c. de positieve wijziging, gecompenseerd door gelijktijdig bij dezelfde akte goedgekeurde negatieve wijzigingen in de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten."

**Art. 17.** In hetzelfde Wetboek, artikel L3111-2, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007 en gewijzigd bij de decreten van 31 januari 2013 en 4 oktober 2018:

1° in punt 4°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In a. wordt de tabel met de drempels voor verplichte overdracht vervangen door de volgende tabel:

	Open procedure	Beperkte procedure Mededingingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	300.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	150.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	40.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b) b. wordt vervangen door wat volgt:

"b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, waardoor het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% wordt verhoogd;"

c) c. wordt vervangen door wat volgt:

"c. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door de negatieve wijzigingen die tegelijkertijd bij dezelfde akte zijn goedgekeurd, en waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% verhoogt;"

d) d. wordt opgeheven;

e) in e. worden de woorden "200.000 euro" vervangen door de woorden "250.000 euro, btw niet meegerekend";

f) in f. worden de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd tussen de woorden "van een opdracht tot dienstverlening" en de woorden "door de aanbestedende overheid";

g) in g. worden tussen de woorden "van een overheidsopdracht" en de woorden "gegund met" de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd;

h) h. wordt opgeheven.

2° punt 10° wordt vervangen als volgt:

"10° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie voor diensten of werken waarvan de geraamde waarde op het tijdstip van de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten meer dan 250.000 euro, btw niet meegerekend, bedraagt;

b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, die de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten;

c. de positieve wijziging, gecompenseerd door gelijktijdig bij dezelfde akte goedgekeurde negatieve wijzigingen in de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten.”.

**Art. 18.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3122-7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L3122-7. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de artikelen L3122-2, 4° en 9°, en L3122-3, 4° en 10°.”.

**Art. 19.** In hetzelfde Wetboek, artikel L3161-4, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018:

1° in punt 1°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In a. wordt de tabel met de drempels voor verplichte overdracht vervangen door de volgende tabel:

	Open procedure	Beperkte procedure Mededingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	300.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	150.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	40.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b) b. wordt vervangen door wat volgt:

“b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, waardoor het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% wordt verhoogd;”;

c) c. wordt vervangen door wat volgt:

“c. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door de negatieve wijzigingen die tegelijkertijd bij dezelfde akte zijn goedgekeurd, en waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% verhoogt;”;

d) lid 2 van littera c. wordt opgeheven;

e) d. wordt opgeheven.

f) in e. worden de woorden “200.000 euro” vervangen door de woorden “250.000 euro, btw niet meegerekend”;

g) in f. worden de woorden “voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend” ingevoegd tussen de woorden “van een opdracht tot dienstverlening” en de woorden “door de aanbestedende overheid”;

h) in g. worden tussen de woorden “van een overheidsopdracht” en de woorden “ge Gund met” de woorden “voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend” ingevoegd;

i) h. wordt opgeheven.

j) een tweede lid luidende als volgt wordt toegevoegd :

Het eensluitend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de gunning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan de gebouwen van de eredienst.”;

2° punt 5° wordt vervangen als volgt:

“5° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessie voor diensten of werken waarvan de geraamde waarde op het tijdstip van de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten meer dan 250.000 euro, btw niet meegerekend, bedraagt;

b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, die de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten;

c. de positieve wijziging, gecompenseerd door gelijktijdig bij dezelfde akte goedgekeurde negatieve wijzigingen in de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten.”.

**Art. 20.** In hetzelfde Wetboek, artikel L3161-8, ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018:

1° in punt 1°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in a. wordt de tabel met de drempels voor verplichte overdracht vervangen door de volgende tabel:

	Open procedure	Bepaalde procedure Mededingsprocedure met onderhandeling en onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging Rechtstreekse onderhandelde procedure met bekendmaking en rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaandelijke oproep tot mededinging	Onderhandelde procedure zonder bekendmaking en onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke oproep tot mededinging
Werken	300.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	150.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND
Leveringen en diensten	250.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	75.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND	40.000 EUR, BTW NIET MEEGEREKEND

b) b. wordt vervangen door wat volgt:

"b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, waardoor het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% wordt verhoogd;"; c) c. wordt vervangen door wat volgt:

"c. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gecompenseerd door de negatieve wijzigingen die tegelijkertijd bij dezelfde akte zijn goedgekeurd, en waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met ten minste 10% verhoogt;"; d) het tweede lid van littera c. wordt opgeheven;

e) d. wordt opgeheven.

f) in e. worden de woorden "200.000 euro" vervangen door de woorden "250.000 euro, btw niet meegerekend";

g) in f. worden de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd tussen de woorden "van een opdracht tot dienstverlening" en de woorden "door de aanbestedende overheid"

h) in g. worden tussen de woorden "van een overheidsopdracht" en de woorden "gegund met" de woorden "voor een bedrag van meer dan 75.000 euro, btw niet meegerekend" ingevoegd";

i) h. wordt opgeheven.

j) een tweede lid luidende als volgt wordt toegevoegd :

Het eensluitend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de gunning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan de gebouwen van de eredienst.";

2° punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° voor wat betreft de akten voor concessies:

a. de gunning van een concessiecontract voor diensten of werken waarvan de geraamde waarde op het tijdstip van de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten meer dan 250.000 euro, btw niet meegerekend, bedraagt;

b. de positieve wijziging van de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, gecompenseerd door eventuele gelijktijdig goedgekeurde negatieve wijzigingen, die de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten;

c. de positieve wijziging, gecompenseerd door gelijktijdig bij dezelfde akte goedgekeurde negatieve wijzigingen in de voorwaarden van deze concessies voor diensten en werken, waarvan het bedrag, samen met de bedragen van de opeenvolgende positieve wijzigingen, de waarde van de concessie met ten minste tien procent verhoogt, zoals geraamd bij de gunning overeenkomstig de regelgeving inzake concessiecontracten." ».

**Art. 21.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3161-11 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3161-11. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de artikelen L3161-4, 1° en 5°, en L3161-8, 1° en 5°."

**Art. 22.** § 1. De besluiten en akten die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn genomen door de gemeenten, provincies, intercommunales en instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten bedoeld in artikel L3111-1 van hetzelfde Wetboek, blijven onderworpen aan de bepalingen die van kracht waren op de dag van hun aanneming.

De besluiten van de gemeenten en provincies die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn genomen en betrekking hebben op het verlenen van delegaties op basis van de bij dit besluit gewijzigde artikelen, zijn echter uitvoerbaar vanaf de in artikel 23, eerste lid, vastgestelde datum van inwerkingtreding.



§ 2. De besluiten en akten die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden genomen door de gemeenten, provincies, intercommunales en instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensdiensten zoals bedoeld in artikel L3111-1 van hetzelfde Wetboek en die betrekking hebben op een wijziging van de voorwaarden van een overheidsopdracht waarvan de gunning vóór de inwerkingtreding van dit decreet onderworpen was aan de uitoefening van het Algemeen vernietigingstoezicht met verplichte overdracht, zijn onderworpen aan de artikelen L3122-2, 4<sup>o</sup>, b. en c., L3122-3, 4<sup>o</sup>, b. en c., L3161-4, 1<sup>o</sup>, b. en c., L3161-8, 1<sup>o</sup>, b. en c., van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij dit decreet.

§ 3. De besluiten en akten die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet door de gemeenten, de provincies, de intercommunales en de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensdiensten zoals bedoeld in artikel L3111-1 van hetzelfde Wetboek worden verricht en die betrekking hebben op een wijziging van een concessie voor diensten of werken die vanaf 1 februari 2019 maar vóór de inwerkingtreding van dit decreet is verleend, zijn onderworpen aan de verplichting tot toezending aan de Regering, vergezeld van hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen na hun aanneming, zoals bedoeld in respectievelijk de artikelen L3122-2, 9<sup>o</sup>, L3122-3, 10<sup>o</sup>, L3161-4, 5<sup>o</sup>, en L3161-8, 5<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij dit decreet.

**Art. 23.** Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 22, § 1, tweede lid, in werking de dag na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 oktober 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2022-2023.*

Stukken van het Waalse Parlement 1008 (2021-2022) Nrs. 1 tot 7

Volledig verslag, plenaire vergadering van 5 oktober 2022.

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206865]

**24 NOVEMBRE 2022.** — Décret portant assentiment, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 24 mars 2022 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'abrogation des décrets conjoints du 12 juillet 2017 et du 19 juillet 2017 relatifs à la réutilisation des informations du secteur public et visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1<sup>er</sup>, et 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.